

Questions orales

produits toxiques en provenance des États-Unis? Quand l'a-t-il appris et qu'a-t-il fait pour faire vérifier ces camions-citernes en provenance des États-Unis? Le ministre pourrait-il être précis?

L'hon. Benoît Bouchard (ministre des Transports): Monsieur le Président, j'ai toujours été franc à la Chambre. Je le serai toujours, comme tous les députés de ce côté-ci de la Chambre.

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Le député sait parfaitement qu'on nous a mis au courant hier des allégations concernant le passage de combustible contaminé à la frontière. C'est seulement hier que nous avons entendu des allégations à ce sujet.

[Français]

LA DÉCLARATION DE M. GREEN—LA POSITION DU
GOUVERNEMENT

M. Jean-Claude Malépart (Laurier—Sainte-Marie): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État (Transports), puisque le ministre de l'Environnement ne veut pas nous dire la vérité.

Des voix: A l'ordre!

M. Malépart: Mais M. Daniel Green, responsable de la Société pour vaincre la pollution, a déclaré qu'il a dit, en Suisse, au ministre d'État (Transports) qu'il y avait de l'importation des États-Unis vers le Canada, de BPC mélangés à l'essence et à l'huile à chauffage.

La ministre peut-elle nous dire quand elle a informé le ministre de l'Environnement de l'information transmise par M. Green au ministre d'État (Transports)?

L'hon. Lucien Bouchard (ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, les faits sont très simples. Il y a eu à Bâle, en Suisse, une Conférence internationale pour la signature d'un accord sur le transport des produits dangereux. Le Canada était représenté à cette Conférence par une délégation. Il y avait, au sein de cette délégation, un fonctionnaire du ministère de l'Environnement qui a rencontré, bien sûr, par hasard, et normalement, M. Daniel Green, qui est un environnementaliste reconnu du Québec. M. Green a signalé au fonctionnaire de mon ministère: Nous entendons des bruits, des rumeurs, voulant qu'il y ait un trafic illégal de produits toxiques entre les États-Unis et le Canada. Il y avait déjà eu des informations de ce genre-là qui avaient circulé, je crois même

qu'il y avait des projets et des plans pour établir une inspection plus sévère à la frontière.

A la suite du retour de ce fonctionnaire à Ottawa, les informations qu'il a obtenues ont permis d'accélérer et d'intensifier l'opération policière qui a été effectuée avec succès, pour les fins qu'elle poursuivait, à la frontière américaine.

M. Malépart: Monsieur le Président, ce que le ministre ne veut pas dire, c'est ce que M. Green a dit au ministre d'État (Transports) qui était présent à ce moment-là, et M. Green dira la vérité, lorsque le temps viendra de la dire.

LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Jean-Claude Malépart (Laurier—Sainte-Marie): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au ministre responsable de la Santé nationale et du Bien-être social.

J'ai parlé à M. Tobin, le responsable du ministère de la Santé du département de toxicologie, et il m'a informé que le ministère de la Santé, qui est responsable aussi au niveau de l'Environnement, n'avait pas été informé et que lui aussi savait que le ministère de l'Environnement avait été informé antérieurement.

Est-ce que le ministre peut nous dire comment il se fait que son ministère n'a pas fait d'étude approfondie sur les conséquences pour les citoyens et citoyennes qui ont pu utiliser l'essence ou l'huile à chauffage, leur indiquant les dangers de cancer ou de maladie du foie?

Est-ce que le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social est capable de rassurer la population là-dessus?

• (1450)

[Traduction]

L'hon. Perrin Beatty (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, mon ministère analyse régulièrement des échantillons d'aliments provenant des États-Unis pour y dépister des contaminants susceptibles de s'être introduits dans la chaîne alimentaire. Depuis plusieurs années, nous n'avons jamais constaté la présence, au-delà des normes acceptables, de BPC, de dioxines et de furanes. En outre, le ministère de l'Environnement de l'Ontario a inspecté 60 usines de traitement des eaux depuis 1987 et n'a trouvé nulle trace de contamination par les BPC dans l'eau de l'Ontario.

Des voix: Oh, oh!

* * *

LES TRANSPORTS

L'ANNULATION DE L'APPEL D'OFFRES—LE BUREAU
PRINCIPAL DU MINISTÈRE DES TRANSPORTS

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre